



## MOBILISATION

→ Les lycéens étaient hier dans les rues contre la réforme des retraites, en dépit des mises en garde du gouvernement contre le risque de manipulation et de dérapages. Selon l'Union nationale lycéenne, 1 100 lycées étaient mobilisés et 700 bloqués. Le ministère de l'Education a recensé pour sa part 342 lycées touchés, contre 135 mercredi et 299 mardi. L'Unef, premier syndicat étudiant, a appelé à multiplier les assemblées générales dans les universités. À Rennes 2, fermée dans un premier temps, une AG a cependant mis fin au blocage. Par contre la grève a été votée dans les facultés de Lettres d'Aix-en-Provence et Nice. Des incidents ont par ailleurs éclaté en région parisienne, à Nîmes, Montpellier, Lyon, Lens, Lille...

Les lycéens, qui avaient pour la première fois rejoint la contestation mardi, n'ont pas attendu la journée intersyndicale de demain pour faire entendre leurs voix.

Hier, ils ont été des milliers à bloquer les établissements et à organiser des défilés qui ont parfois dégénéré, entraînant affrontements et interpellations. Les premiers incidents ont eu lieu en Seine-Saint-Denis (11 policiers blessés), Val-de-Marne et Val-d'Oise où 45 personnes ont été interpellées. Incidents également dans le Nord, à Lille, à Douai et à Lens où « des fauteurs de trouble isolés » ont caillassé les forces de l'ordre, a précisé un commissaire.

Dans le Sud-Ouest, il y a eu des incidents en Poitou-Charentes, alors qu'à Bordeaux et Toulouse les manifestations se sont déroulées dans le calme. A Lyon, une vingtaine de lycéens ont été interpellés. Dix autres à Chambéry, quinze à Dijon et cinq jeunes mis en garde à vue à Chartres.

## RETRAITS

**1986** La loi Devaquet sur l'enseignement supérieur est retirée. Le ministre Alain Devaquet démissionne.

**1994** Le Contrat d'insertion professionnelle (CIP) est abandonné par Balladur.

**1995** La circulaire Fillon sur les IUT est retirée après deux semaines de manifestations.

**2005** Fillon retire son projet de réforme du Bac, après la mobilisation lycéenne.

**2006** Le Contrat première embauche (CPE) de Villepin envoie des centaines de milliers de jeunes dans les rues. La loi sera abrogée.

**2008** Face à la contestation, Xavier Darcos remballe son projet de réforme des lycées.

# Retraites La région fer de lance de la contestation lycéenne



C'est à Nîmes que les affrontements entre lycéens et policiers ont été les plus violents. Dix jeunes ont été interpellés. Photo Gilles LEFRANCQ

La région n'a pas fait exception, constituant au contraire l'un des principaux foyers de mobilisation de l'hexagone.

A Nîmes, le blocus débuté mercredi s'est élargi à presque tous les lycées. La situation s'est détériorée devant le lycée Mistral, où lycéens et policiers se sont affrontés. Voiture renversée, jets de pierre... Les échauffourées ont duré plus d'une heure. Cinq voitures ont été incendiées devant le lycée Dhuoda. Dix jeunes ont été interpellés, deux restaient hier soir en garde à vue. Pour le proviseur, Gérard Bouilhol, les incidents « sont l'œuvre de groupes venus de l'extérieur (...) et non de lycéens en colère ». Un major, non lycéen, figurait parmi les personnes arrêtées.

A Montpellier, ils étaient 1 500 dans les rues. D'abord calme, le mouvement a dégénéré en fin de matinée lorsqu'un groupe de jeunes s'est engouffré dans les halles Jacques-Cœur. Ailleurs des vitres ont été brisées, des voitures en-

dommagées et des poubelles incendiées sous les yeux effarés des manifestants. Devant le lycée Mermoz, les trublions ont continué tandis que paniqués, des lycéens fuoyaient la manifestation. Face à l'absence de policiers sur le parcours, des élus ont réclamé un déploiement des

à Decazeville, un lycée a été bloqué, les internes étant obligés de dormir dans un gymnase. A Saint-Affrique, Jean-Jaurès était « fermé » aux lycéens, ouvert aux collégiens. A Millau, le lycée Jean-Vigo est bloqué depuis mardi...

Partout la polémique enfle.

**A Montpellier, la manifestation a débuté dans le calme avant de dégénérer**

forces de l'ordre pour les jours à venir. A Perpignan, les manifestations ont été calmes. Tous les lycées des Pyrénées-Orientales ont été touchés, à l'exception de Font-Romeu.

Dans l'Aveyron, tandis qu'à Rodez, 150 lycéens ont rejoind

é dans le calme des cheminots et des salariés de France Télécom,

Tandis que Dominique Voynet, maire (Verts) de Montreuil a condamné des « violences policières » à propos du jeune manifestant blessé au visage par un tir de flashball, le syndicat policier Alliance a dénoncé un « déferlement de violence » à l'égard des forces de l'ordre.

Chez les parents d'élèves, tan-

dis que la FCPE appelle les « parents qui le peuvent » à « encadrer les cortèges de lycéens », la PEEP a jugé « irresponsables » ceux - partis politiques, syndicats... - qui « envoient dans la rue des jeunes mineurs et cautionnent le blocage des lycées ».

« Une révolte globale est en marche (...) C'est un Mai 68 aux couleurs du XXI<sup>e</sup> siècle qu'il nous faut », s'enthousiasmait Olivier Besancenot (NPA), tandis qu'à l'UMP on railait une révolte « spontanée » que l'on soupçonne « organisée par le PS et les syndicats ». Le bras de fer devrait se poursuivre aujourd'hui...

Philippe MOURET avec les agences locales

► Le mouvement va perturber le déroulement des élections de parents d'élèves, aujourd'hui et demain. FCPE et PEEP appellent à voter massivement, tout en demandant le report du scrutin dans les lycées bloqués.

## LE CHIFFRE

**4 302**

C'est le nombre de lycées que compte la France, dont un quart étaient bloqués, hier, selon un syndicat lycéen

## RÉACTIONS

**Valérie Pécresse**  
**Une réforme**  
**« pour la jeunesse »**

Lundi, la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse avait estimé que la réforme des retraites était « faite pour la jeunesse de France, (...) pour que dans une quarantaine d'années, quand ils prendront eux aussi leur retraite, ils aient la garantie que cette retraite est fondée sur une solidarité entre les générations et non pas sur des recettes fiscales comme le voudrait la gauche ».



**Cécile Duflot**  
**Arrêter les provocations**

Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, a demandé hier au gouvernement de « stopper toute tentative de provocation et d'usage de la violence à l'encontre des lycéens qui manifestent

**Philippe MOURET** avec les agences locales

calmement (...). Le gouvernement ne doit pas envenimer le débat en bâillonner la mobilisation des jeunes et employer la stratégie de la tension.

**Rama Yade**  
**Ségolène Royal est « pathétique »**

La secrétaire d'Etat aux Sports Rama Yade a jugé hier « pathétiques » les propos de Ségolène Royal (PS) demandant aux jeunes de descendre dans la rue, mais « de façon très pacifique ». « Je pense que l'envie de gagner, d'être candidat, de combattre ses amis lors des primaires, n'implique pas nécessairement cette irresponsabilité-là », a-t-elle ajouté.



Perpignan très touchée. H.R.J.

## À LIRE AUSSI

**Carburants, SNCF : les suites du mouvement**

► France p. 6



Appel à la grève tôt dans la matinée devant le lycée Joffre.



Passage par la Comédie vers 11 heures avant de redescendre à Mermoz.

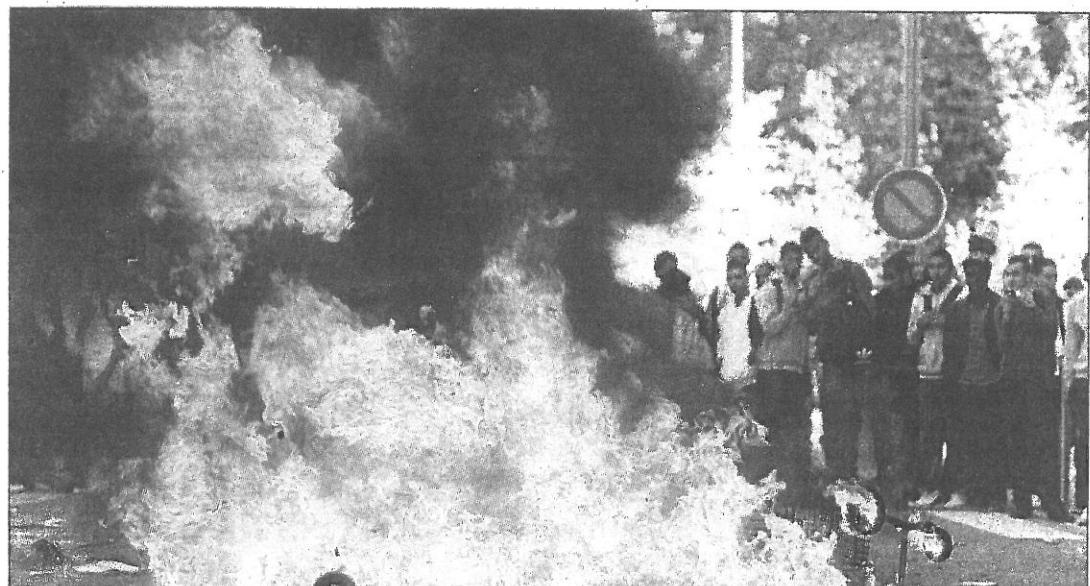
# Retraites « Arrêtez, vous allez décrédibiliser le mouvement ! »

## MANIFS

→ Hier, plusieurs milliers de lycéens ont défilé dans les rues. Parmi eux, une bande de trublions qui nuit à l'image des jeunes

Déterminés, organisés, ils ont quitté les lycées Jules-Guesde et Monnet hier très tôt dans la matinée pour rallier les autres lycéens de Joffre et Mermoz. « Nous, notre message est clair : on ne veut pas de retraite à plus de 60 ans. Ça va nous enlever du travail et en rajouter aux vieux qui veulent partir », résumait David, élève à Jean-Monnet.

Peu après 10 h 30, ce même lycéen s'égoisillait devant les halles Jacques-Cœur : « Arrêtez, c'est du n'importe quoi ! Que ceux qui veulent manifester intelligemment se mettent de ce côté, que ceux qui préfèrent tout casser quittent la manifestation ! ». En un quart d'heure, entre la médiathèque Zola et le lycée Mermoz, le défilé prenait en effet des airs de grand n'importe quoi. Vols dans les halles, voitures abîmées, poubelles renversées et incendiées, vitres brisées, journaux brûlés, vélos volés sur les terrasses privatives... Devant les barricades de Mermoz, la foule devenait de plus en plus compacte. Électrique. Et ce, malgré les discussions engagées dans la rue avec de nombreux enseignants qui tentaient de



Chariots, palettes et poubelles ont fait les frais d'un énorme brasier devant le lycée Mermoz.

raisonner les plus "enflammés". « Arrêtez, vous allez décrédibiliser le mouvement ! », s'indignait le proviseur adjoint de Mermoz,

**« On dirait que les flics ont eu des consignes de ne pas venir, pour que ça déborde »**

Mme Anderson. Au même moment, un groupe de jeunes commençait à vider un conteneur poubelle avant d'embrascer quelques palettes et chariots récupérés dans les supermarchés. Rapidement, le feu s'élevait en torche le long des

immeubles d'habitation, propageant une épaisse fumée noire. Alentour, aucune présence policière. « C'est bizarre, d'habitude, les flics sont partout. On dirait qu'ils ont eu des consignes de ne pas venir, pour que ça déborde... », commentait Sonia, une lycéenne de Joffre. Paniqués par la tournure que prenaient les événements, de nombreux lycéens fuyaient les abords du lycée. Derrière les grilles de Mermoz, les internes qui souhaitaient quitter les lieux avec leurs valises n'osaient pas sortir de peur d'être pris à partie. « C'est totalement contre-productif et certainement pas constructif. Mais c'est aussi symptomatique du malaise de certains jeunes, qui n'ont aucune pers-

pective et ne se voient pas d'avenir. Ça se transforme en haine et le problème, c'est l'image qu'ils donnent d'eux. Les gens ne retiendront que ces incidents », déplorait au nom de l'Unef, Fabien Carminati, étudiant à Paul-Valéry.

En marge de la foule, Iris et Elisa confectionnaient des fleurs de papier : « On est pacifistes... On n'aime pas cette violence. » Esprit "peace and love" au cœur d'un mini-tourbillon de violence. Certains lycéens annonçaient déjà un mouvement « plus puissant » pour aujourd'hui. ●

Sandra CANAL

Photos Jean-Michel MART,  
David CRESPIN

# Le POINT FORT

## Meneuse au bord de la crise de nerfs

Elle a fini par craquer. Les nerfs à vif, Maud Bodkin, élève en 1<sup>re</sup> au lycée Joffre, était hier à midi dans tous ses états.

Elle qui avait fait en sorte d'organiser le blocus de son lycée, d'engager la discussion, d'anticiper sur d'éventuels dérapages en étant en contact permanent avec les meneurs des autres établissements. Mais peu après midi, tout a basculé. « Ils sont arrivés comme des furies, on a rien compris. On était tous tranquilles devant le blocus... Ils étaient une trentaine ou peut-être plus... On a eu très peur, un énorme coup de stress, ils ont tout cassé et essayé de mettre le feu aux poubelles. C'était la panique totale », expliquait, hier, la jeune fille quasiment en larmes.

Autour de Maud, plusieurs lycéens dénonçaient la réaction des forces de l'ordre. « Les gars des renseignements généraux nous tenaient informés de l'avancée du cortège et des débordements dans plusieurs lycées et lorsque la bande de cassieurs est arrivée à Joffre, il n'y avait personne ! Ça nous dépassait. Les flacs sont juste venus nous faire enlever notre blocus. Mais quel intérêt ? C'est la tactique du gouvernement, comme ça, ils pourront dire que la police était présente mais ils seront ravis que les médias focalisent sur les auteurs de troubles. C'est clairement fait pour discréditer notre mobilisation. »

Et Maud de renchérir : « Le seul mouvement qui existe, c'est celui de jeunes qui se mettent devant leur lycée pour bloquer l'entrée et surtout bloquer cette réforme des retraites qui les touchera de plein fouet s'ils n'ont pas de boulot ! »



Blocus de poubelles, hier matin à 9 h, au lycée privé Nevers.



À Clemenceau, les jeunes ont été sommés de partir vers midi.

# Manif « Rentrez chez vous, ça peut devenir dangereux »

## RETRAITES

→ Hier matin encore, les lycéens sont descendus dans la rue. Un défilé totalement désorganisé, qui s'est soldé par plusieurs interpellations

Ils ne savent plus comment faire. Les lycéens de Montpellier, engagés dans la lutte contre la réforme, ne savent surtout plus du tout comment faire pour empêcher ce groupe de fauteurs de troubles de polluer et de pervertir le mouvement. Particulièrement agacés par les incidents de la veille, les lycéens tentaient, hier matin, d'appeler au calme. En vain. Devant le lycée La Merci, la pression est ainsi rapidement montée jusqu'à ce que quelques poubelles soient incendiées.

À Clemenceau où le corps

enseignant cherchait à raisonner les jeunes les plus violents, le mot d'ordre lancé à midi était clair : « Rentrez chez vous, ça peut devenir

dangereux ! »

Désorganisé, spontané et non encadré, le cortège a pourtant continué à se déplacer dans la ville. À hauteur

des halles Laissac, le groupe dissident et perturbateur (identifié comme venant de Mendès-France et Vinci) s'est subitement engouffré dans une sandwicherie semant un désordre éclair et détruisant au passage la rampe de feux tricolores. Destination Joffre.

Là, ces mêmes "sauvages" ont littéralement pris d'assaut la citadelle, provoquant même une certaine panique chez les collégiens. Postée à distance jusque-là, la police procéda à plusieurs interpellations sur l'esplanade.

À Mermoz, en attendant "la horde", on montait déjà des grilles de protection, craignant que le mouvement ne dégénère. À Jules-Guesde, d'où est issue une partie des trublions, les lycéens ont décidé de suspendre le blocus et de faire un point sur la situation lundi. •

**Textes Sandra CANAL  
Photos Jean-Michel MART**



La police en civil a procédé à plusieurs interpellations sur l'Esplanade.

## Facebook et SMS, entre rumeurs et contre-vérités

Les nouvelles technologies et les réseaux sociaux sont au cœur du mouvement lycéen.

Pas un jeune qui ne pianote sur son clavier de téléphone portable pendant la mani-

festation. Overdose de messages sur le mouvement, d'infos sur le déplacement des « ouèche-ouèche » (comprenez jeunes des cités ou racailles), et sur les « soi-disant » saccages et autres agressions. Des infos qui filent à vitesse grand V et se déforment tout aussi vite puisque, durant deux jours, la rumeur a circulé que deux jeunes seraient morts à Montpellier. Sur le réseau social Facebook, on expliquait tantôt qu'ils étaient morts à Mermoz dans une salle de classe in-

cendiée, tantôt qu'ils avaient été électrocutés sur le toit d'un tramway... Des infos sans fondement et totalement démenties par les auto-cailles.

De la même façon, toujours sur Facebook, un jeune lycéen âgé de 15 ans raconte sa chute de six mètres du haut du fronton de Clemenceau. Là encore, l'info est invalidée par le proviseur de l'établissement que nous avons interrogé sur le sujet. Qui croire ?

Et c'est probablement aus-

si cette surenchère de rumeurs et de contre-vérités qui empêche aujourd'hui les jeunes de s'organiser de façon plus étanche sans perdre de vue le motif de la contestation. Hier matin, ils étaient, en effet, bien incapables d'identifier le parcours du défilé. À tâtons, à la minute près, presque à la seconde et selon les humeurs des uns et des autres, le mouvement changeait de direction. Infligeant par là-même aux forces de police et aux journalistes un surprenant jeu de piste. •

## LA PUCE À L'OREILLE

### Valérie Péresse ne viendra pas lundi

La ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Péresse, qui devait venir à Montpellier ce lundi pour, entre autres, évoquer le plan Campus, qui connaît un retard à l'allumage, ne sera pas présente. Elle attendra que le climat social dans les lycées mais aussi dans les universités, dont elle a la charge, se calme un peu.

Elle communiquera ultérieurement la date de sa venue pour tenter de trouver une issue au blocage (un autre) du plan Campus qui prévoit, notamment, de fusionner les trois universités de la ville.

### L'Agglo se jumelle avec le district de Yangpu

Profitant de son voyage dans l'empire du Milieu, le président de l'Agglo, Georges Frêche, a formalisé un jumelage avec le district de Yangpu. Dans la continuité des relations économiques entretenues avec Shanghai, ce jumelage se veut également économique.

Il repose sur quatre domaines : l'institutionnel, la recherche, l'innovation et la culture. Le district de Yangpu est un quartier de Shanghai (1,2 million d'habitants), où sont regroupées 14 des 29 universités de la ville dont deux, Fudan et Tongji, qui sont centenaires. Le district concentre également 200 centres de recherche, 200 000 étudiants et trois incubateurs de niveau national. De quoi établir de fructueux échanges. •

## Jeunes dans la rue, liberté d'étudier, blocus des lycées, chiffres

### Révolte

Que n'enterd-t-on au sujet de ces jeunes qui sont dans la rue. On les accuse de sécher les cours, de ne rien comprendre, de n'être pas concernés. Pour ma part je crois qu'ils le sont, et qu'ils se font beaucoup de soucis pour un avenir qui les fera commencer à travailler tard puis partir tôt : vers 55 ans si le non emploi des seniors continue. Ils seront loin des 42 ans de cotisations !

S'ils ne comprennent pas, pourquoi leur avoir donné le droit de vote à 18 ans ? (...) Ne nous montrent-ils pas l'exemple et la voie, à nous qui n'avons même plus le courage de protester contre la cherté de la vie, la misère qui monte, une gouvernance et une mondialisation qui nous écrasent ? Eux au moins ont du courage ! (...)

P. MARSAUD (Marseillan)

### Blocage

On devrait inculquer aux lycéens les bases élémentaires de notre République et *La déclaration des droits de l'homme et du citoyen* pour lesquelles se sont battus nos ancêtres. Ils découvriraient son article IV que l'on peut résumer en « la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres ». Ce qui se traduit dans la loi par « on a le droit de faire grève mais pas celui de bloquer les entrées des usines ou des écoles en empêchant ainsi les non grévistes d'y pénétrer ». Mais il y a tant de choses qu'ils ignorent.

J. TOURNEL (par courriel)



### CRS

**Comment le gouvernement** peut-il affirmer qu'il fait sa réforme des retraites pour les jeunes afin qu'ils puissent, à leur tour, bénéficier d'une retraite par répartition dans quarante ou cinquante ans ?

Qui peut prédire quel sera l'état de la France et du monde à cette échéance ? Le président avait-il, au cours de sa campagne électorale, prévu dans quelle situation se retrouverait la France trois ans plus tard ? N'avait-il pas promis qu'il ne toucherait pas à l'âge légal du départ à la retraite ? Pense-t-il que les Français ont la mémoire aussi courte ? Les prend-il pour des idiots ?

Ils savent bien que le gou-

vernemment ne réforme pas les retraites pour les cinquante ans qui viennent mais dans un but plus immédiat : garder sa bonne note AAA auprès des agences de notation internationales. Je pense que le souci des jeunes qui sont dans la rue n'est même pas « leur » retraite mais celle de la génération actuelle. Ils comprennent qu'en maintenant les « vieux » au travail jusqu'à 62 ou 67 ans, les places ne se libéreront que plus tard et qu'ils devront patienter quelques années de plus pour accéder à l'emploi.

Au lieu de leur envoyer les CRS, le gouvernement serait plus sage de les écouter... et de les comprendre.

A. C. (Narbonne)

### Comptage

**Depuis les années 1950**, où Jacques Duclos déclarait que le nombre de manifestants déclarés « devait être fixé à l'avance par le parti », le fossé n'a cessé de se creuser entre le comptage officiel et celui des organisations syndicales. Pour en avoir le cœur net, *France Soir* a fait appel à une société espagnole qui utilise des logiciels qui comptabilisent un à un les manifestants à l'aide de photos aériennes.

Les résultats sont délirants. Pour le seul Paris, elle a dénombré 80 000 personnes au lieu des 330 000 revendiquées par les syndicats. Et pour la France 2,3 millions de moins ! (...)

J.-P. L. (Clermont-l'Hérault)

## Retraites : êtes-vous d'accord que votre enfant manifeste ?

Stéphanie M.-DEVILLE  
Nîmes (30)



**NON**  
La plupart des jeunes qui manifestent ne savent d'ailleurs rien des enjeux qui se jouent. Et je ne crois pas qu'ils soient réellement « retraites quand on est jeune ».

Bernard VIDAL  
Bagnols (30)



**OUI**  
Eventuellement, je ne serai pas opposé à ce que mon fils âgé de 12 ans manifeste pour se battre pour sa future retraite. Quand je constate ce qu'on nous prépare à nous, je m'inquiète vraiment pour la retraite de nos enfants. Alors même si, à 12 ans, il est encore jeune, suis pour qu'il défende ses droits.

Roman BUESCHER  
Lunel (34)



**OUI**  
Car si on ne manifeste pas, on ne change rien dans la vie ! C'est bien pour ça que les gens manifestent contre Sarkozy. Mes enfants sont petits et dans un établissement d'où ils ne peuvent pas sortir. Mais s'ils étaient plus grands, ils manifesteraient sans soucis de ma part.

Jacqueline DELON  
Millau (12)



**OUI**  
J'ai deux garçons en âge de manifester. Je pars du principe que c'est leur droit et je les soutiens, surtout à propos des retraites car j'estime que c'est une réforme qui les concerne dans l'avenir. Je n'y vois aucun problème, j'ai moi-même manifesté samedi dernier à Millau. Puis, ici, ils n'ont pas à craindre les débordements.

### Les internautes répondent

**OUI**

36 %

**NON**

61 %

**NSP**

3 %

Votre avis sur  
[www.midilibre.com](http://www.midilibre.com)

### Articles les plus lus hier

[Accident de la route à La Paillade : la communauté gitane demande justice](#)

L'ancien directeur des Affaires maritimes Philippe Moge condamné

Georges Frêche fait son (grand) marché en Chine

La région fer de lance de la contestation lycéenne

Agde : 45 magrets cachés dans leurs jupes-pantalons

### Articles les plus lus de la semaine

Hérault : trois morts et un blessé dans une collision

Gard : un enfant handicapé cible de la haine sur le réseau social en ligne Facebook

Le mouvement lycéen s'embrace dans le Midi

Ardèche : fin tragique pour le spéléologue

Hérault : tué après avoir voulu absolument doubler

**Vos commentaires**  
**A propos de l'article intitulé « Montpellier : la calme après une matinée explosive des lycéens »**

Tous ces jeunes ont parfaitement raison de manifester et de se manifester. Sarkozy et son gouvernement les ignorent, voire les méprisent. Il est plus que souhaitable qu'ils soient nombreux demain dans une manifestation, organisée et sécurisée, à l'abri des casseurs.

**Michel 3459**

Les gens qui sont venus mettre le "why" n'étaient pas des lycéens. Et puis il faut se demander "à qui profite le crime" d'un mouvement qui dégénère alors que le gouvernement joue le pourrissement.

**Audrey**

Une centaine de casseurs au lycée Joffre : la police était invisible.

**Jack**

Si Ségolène n'avait pas appelé les jeunes à descendre dans la rue, nous n'en serions peut-être pas là !

**J.-M.**

## EDITORIAL

par Yann MAREC

## Et la suite ?

Au-dessus du berceau France, nos amis Européens doivent afficher un sourire moqueur. Pensez donc. Le beau bébé d'après-guerre, qui a bien grandi durant les trente glorieuses, est à bout de souffle. Epuisé. Vidé. Et presque sans ressort.

L'image renvoyée à tous les étages est une catastrophe. De haut en bas, du sol au plafond, la maison France pourtant considérée comme une des deux belles demeures en Europe, se fissure de partout. De Sarkozy le zébulon, au scandale des dockers marseillais, à cette jeunesse qui a peur de son avenir en passant par les élites qui appellent à un nouveau Mai 68, tout fuit le camp. Le pire, c'est que nous confirmions, aux yeux de l'opinion internationale, cette impression de République figée dans l'immobilisme et atrocement dogmatique.

Bref, rien ne change en France : on aime recevoir mais beaucoup moins donner. Le travail n'est pas forcément un dû. Il faut aller le chercher dans ce monde affolant qui bouge autour de nous. Problème : en France on n'a pas su faire notre réforme intellectuelle, celle qui nous oblige à regarder le monde extérieur. Un peu moins de protectionnisme visuel ne nuirait pas. En attendant, la France s'enlise, les lycéens investissent la rue, les pompes à essence se vident, les camions bloquent...

Qui peut prédire la suite ?

# Retraites Les défilés de lycéens persistent et parfois dérapent

## LES FAITS

→ De 306 à 900 établissements touchés hier sur 4 302. Des violences urbaines

Plusieurs centaines de lycées restent perturbés en France par la contestation de la réforme des retraites, et des organisations de lycéens veulent « poursuivre le mouvement ». Mais l'agitation tourne aux violences urbaines.

Le nombre de lycées touchés à des degrés divers était hier de 306 selon le ministère et de 900 selon l'UNL, syndicat lycéen proche du PS. Le Languedoc-Roussillon est resté concerné (2 400 jeunes ont défilé dans le Gard).

Le ministère voit le mouvement en baisse. Il note 50 établissements touchés de moins que la veille dans une grève qui concerne 7,1 % des 4 302 établissements du pays. L'UNL, elle, parle de 550 lycées bloqués.

Le syndicat lycéen rejette les appels du gouvernement, qui juge que les jeunes n'ont rien à faire dans ces mobilisations : « S'il souhaite la fin



Nîmes hier. Un millier de jeunes et quelques interpellations. Photo F. ANDRES

de son mouvement, le gouvernement doit reculer. »

Deux actions étaient prévues hier devant Matignon et le Sénat mais ils n'étaient qu'une centaine au Sénat.

Les syndicats lycéens估计 que la réforme les concerne puisque, selon eux, le recul de l'âge de la retraite, en maintenant des salariés âgés au travail, rendrait plus

Certaines entreprises sont néanmoins touchées par des grèves reconductibles depuis mardi. Dans les six raffineries Total, entre 50 % et la totalité du personnel posté se maintient en grève, selon la direction. Les autres raffineries sont touchées, mais dans une moindre mesure.

La CGT du raffinage, en désaccord avec la ligne réaliste de Bernard Thibault, a lancé cet appel à la reconduction. Là, le blocage de l'approvisionnement en carburants est une arme des plus puissantes. « On a les manettes, on a le rapport de forces », dit un délégué. De plus, les salariés, notamment de Total, ont davantage les moyens financiers de se mobiliser. D'autant que le groupe pétrolier paye parfois partiellement les grèves.

## Pourquoi les salariés hésitent à faire grève

Culture d'entreprise, pertes de salaires, crainte d'être isolés : autant de raisons avancées par les syndicats pour expliquer l'échec des appels à la grève, à quelques secteurs près tels le raffinage à un degré moindre à la SNCF, pourtant bastion historique de la culture de la grève.

Jusqu'ici, l'intersyndicale a misé sur des journées de grèves et de manifestations à intervalles rapprochés, malgré la volonté de Sud ou FO de durcir le mouvement.

La CFDT, premier syndicat

cat de chauffeurs routiers, rejoint par Solidaires, a appelé les salariés du secteur à se joindre au mouvement et à cibler le secteur pétrolier.

A la SNCF, la situation est toute autre : la grève a démarré fort mardi, mais le taux de grévistes a depuis chuté. Mais s'ils veulent jouer le rôle de locomotive, cela implique que les autres secteurs professionnels les suivent... et leurs nouveaux concurrents ferroviaires aussi. Autre élément : les cheminots ont été éprouvés par deux semaines de grève en avril qui ont ponctionné leurs salaires sans résultat.

A la RATP, la grève reconductible a fait un flop, de l'aveu même des syndicats qui l'avaient proposée alors que l'Unsa avait même renoncé à appeler à une grève d'un seul jour mardi.

difficile l'accès à l'emploi. Une interprétation mécanique contestée par les économistes. Estimant que « le travail ne se partage pas, il se crée », le chroniqueur Eric Le Boucher écrit dans *Les Echos* : « Les jeunes devraient contre-manifester, refuser que les baby-boomers repoussent une fois de plus les déficits sur leurs épaules. »

Les incidents se multiplient. L'inspecteur d'académie de Seine-Saint-Denis, Daniel Auverlot, a dénoncé hier une « casse pure et dure » par des jeunes qui dans ce cas ne sont « pas des lycéens ».

Une proviseur-adjointe d'un lycée de Bordeaux a été blessée à la tête hier quand des élèves extérieurs au lycée ont forcé les portes.

Il y a eu 150 interpellations de casseurs. Treize policiers ont été blessés en région parisienne dont un assez grièvement, trois autres dans le Lot-et-Garonne, les Alpes-Maritimes et le Pas-de-Calais.

Après un incident à Montrouil où un adolescent de 16 ans a été gravement blessé par un flashball, Brice Hortefeux a ordonné de « limiter l'usage de la force ». ●

## A SAVOIR

### Et aujourd'hui, nouveaux défilés

Les syndicats et tous les partis de gauche, du PS au NPA, appellent à nouveau à défiler ce samedi, le septième mot d'ordre de ce type depuis septembre. Ils refusent la principale mesure de la réforme,

le relèvement de 60 à 62 ans de l'âge légal de départ en retraite qui doit contribuer à juguler les déficits exponentiels des régimes.

### Sarkozy et les mères de famille

Nicolas Sarkozy a réaffirmé hier qu'il entendait les « inquiétudes » mais qu'il ne dévierait pas de son cap malgré la perspective de nouvelles journées de mobilisation. « J'ai entendu les inquiétudes qu'a pu susciter le projet de réforme des retraites auprès des mères de famille », a-t-il dit, rappelant les amendements adoptés à la demande du gouvernement en faveur des mères d'au moins trois enfants nées avant 1956 et des parents d'enfants handicapés.

### Point sur la grève

A la SNCF hier, le taux de grévistes a reculé, pour la 4<sup>e</sup> journée consécutive, à 15,5 %, selon la direction et à 28,4 % la CGT (baisse de 5 et 3 points sur jeudi). A la RATP la grève, limitée dès mardi, est résiduelle avec 5 % de grévistes selon la direction. Dans l'enseignement public, 306 lycées étaient perturbés hier (7,1 %), en baisse, selon le ministère. A La Poste, seuls quelques bureaux sont touchés. On observera attentivement ce qui se passe chez les chauffeurs routiers après l'appel à la grève lancé hier.



Barricades à Donges (Total) hier.

Dans les très grandes entreprises privées, les grèves reconductibles, éparpillées, prennent souvent la forme de débrayages quotidiens de quelques heures, comme chez Arkema, Rhodia, Yoplait, Michelin. Chez ArcelorMittal, les taux de grévistes sont très faibles, le chômage partiel subi pendant la crise... et de l'absence de culture de grève. ●

Photo Reuters

## Retraites

**Mobilisation.** Trois millions et demi de personnes ont manifesté dans 277 villes - un record - lors de la sixième journée d'actions contre la réforme des retraites. Sarkozy joue la provocation.

# ET UN, ET DEUX, ET TROIS ET QUATRE, ET CINQ ET SIX

**Et une sixième réussite !** Pour la troisième fois en huit jours et la sixième depuis la rentrée, plus de trois millions de salariés et de jeunes, ont défilé dans 277 villes - un nombre record, selon la CGT - à une semaine de l'adoption définitive du texte par le parlement.

Pour la CGT, ils étaient 3,5 millions, autant que lors du "pic" du 12 octobre, soit "un niveau exceptionnel" remarque son secrétaire général Bernard Thibault. Un chiffre repris également par la CFDT.

Une nouvelle fois, le ministère de l'Intérieur a divisé par trois le nombre de manifestants, n'en comptant qu'1,1 million. Ce qui a permis au Premier ministre François Fillon de claironner que le mouvement "plafonne, commence à s'essouffler" et, en même temps, "se radicalise".

Bernard Thibault, lui, a appelé une énième fois le gouvernement à "entendre l'ampleur de cette protestation" et à ouvrir "des négociations".

Pour sa part, Nicolas Sarkozy a joué du menton en partant en croisade contre le blocage des raffineries, occupées par les salariés en grève. Prétendant "garantir l'ordre public", il a appelé chacun à la "responsabilité". Selon François Fillon, un "tiers des départements" sont touchés par des difficultés d'approvisionnement. Le gouvernement va préparer "un plan d'acheminement des carburants", a-t-il dit pour un retour à la normale d'ici "4 à 5 jours".

En outre, une série d'actions ont provoqué le blocage momentané de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac durant deux heures, d'une importante plate-forme logistique près de Lille, d'une usine de transformation

d'amidon dans le Pas-de-Calais, entre autres. A Vesoul (Haute-Saône), environ 400 personnes ont bloqué pendant deux heures la totalité des axes d'entrée et de sortie de la ville. A Brest, des manifestants ont occupé les voies ferrées.

Chez les jeunes, très visibles dans les cortèges : 379 lycées étaient perturbés, tandis que la grève était votée dans plus d'une dizaine d'universités. Des affrontements se sont à nouveau produits devant un lycée de Nanterre.

Dans plusieurs grandes villes, les manifestations ont atteint des records, selon les propres chiffres de la police : 26.000 à Rennes (50.000 selon la CFDT), 35.000 à Toulouse (155.000), 15.000 à Grenoble (80.000).

Mais l'humour était aussi au rendez-vous. "Les vieux au boulot et les jeunes au bistrot, NON. Les jeunes au turbin, les vieux au jardin, OUT", lit-on sur la pancarte de jeunes à Auch.

Les syndicats, qui se réunissent demain, vont réfléchir aux suites de l'action. Il faut trouver "une autre réponse", a estimé le numéro un de la CFDT François Chérèque. Pour Jacques Voirin (CFTC), il faut "trouver les conditions d'une mobilisation maximum" après les vacances. "Une fois votée, la réforme restera injuste", renchérit la FSU. Seule la CFE-CGC, qui ne veut "pas cautionner les dérapages", propose une "pause". La CGT, qui réaffirme que "le vote de la loi n'est pas d'actualité", appelle "les salariés à prolonger cette mobilisation sous toutes les formes sans attendre".

C.D.



La colère mais aussi l'humour dans les manifs.

## Sarkozy désapprouvé

La fermeté de Nicolas Sarkozy face aux grèves et aux manifestations contre le projet de loi sur les retraites est désapprouvée par 65% des Français, 32% étant d'un avis contraire, selon un sondage Viavoice pour Libération.

Les deux-tiers des Français

(67%) approuvent les grèves et manifestations, 30% étant d'un avis inverse.

Concernant l'avenir de la réforme des retraites, 79% des personnes interrogées contre 18% se disent favorables à une reprise des négociations avec les syndicats.

## Et maintenant ?

**PATRICK**  
(Agent dans un collège. Lille)  
"Le gouvernement a bien reculé sur le CPE, pourquoi pas sur les retraites ? Ce n'est pas le style de Sarkozy de dire : « J'ai commis une erreur. Mais les autres ne le suivront plus »."

**MARC**  
(Salarié dans le privé. Strasbourg)  
"La mayonnaise a pris, ça ne s'arrêtera pas. Les raffineries sont bloquées, les routiers s'y mettent."

C'est maintenant qu'il faut se battre, pas en 2012".

**FRANÇOIS**  
(Employé administratif. Besançon)  
"L'intérêt de continuer à manifester est comme pour le CPE : la loi peut être promulguée, mais sans décrets d'application. Et si la gauche arrive au pouvoir en 2012 elle peut revenir dessus".

**GUY**  
(Employé à RTE. Marseille)  
"Tant qu'il n'y a pas de décrets

d'application", il y a de l'espoir".

**NATHALIE**  
(Régisseuse. Besançon)  
"Nous continuerons à manifester si la réforme passe pour montrer notre mécontentement général, nous ne sommes pas dans la rue uniquement pour la réforme des retraites".

**SYLVIE**  
(Enseignante. La Rochelle)  
"On compte beaucoup sur les gens qui bloquent les raffineries et les

dépôts de carburant. Ils nous aident beaucoup et ils ne vont pas céder. On est derrière eux".

**MARIE-JOSÉ**  
(Retraitée. Marseille)  
"Cela fait un moment que ça traîne (...) ça va finir pas s'essouffler, il va y avoir les vacances, ça sent mauvais, les gens sont pris à la gorge".

**PHILIPPE**  
(Artiste peintre. Marseille)  
"Alors qu'il n'y a pas de dialogue,

c'est quoi la marge de manœuvre des manifestants ? La tactique de la sourde oreille est efficace, c'est hallucinant".

**MARION**  
(éducatrice dans une crèche. Martigues)  
"C'est un combat global, on se sent plus fort que jamais parce qu'on pense à l'avenir de nos enfants. On ne lâchera rien, surtout nous les femmes avec nos parcours professionnels cassés".

## Un objectif : gagner

### Editorial

Au concours de pronostic sur l'avenir du mouvement social, Nicolas Sarkozy et François Fillon se sont trompés une fois encore. Comme pour chaque journée d'actions, ils avaient proclamé urbi et orbi l'affaiblissement de la mobilisation. Leur espérance a fait pschitt... Trois millions et demi de personnes ont envahi les rues et les places de l'hexagone, les yeux fixés sur un seul objectif : gagner. C'est à dire contraindre le pouvoir à abandonner les vieilles lunes libérales qui nourrissent son projet et ouvrir une véritable négociation sur les retraites. Dans n'importe quelle démocratie digne de ce nom, cette revendication apparaît minimaliste. Que de grandes organisations syndicales souhaitent contribuer à une réforme qui touche directement les salariés, quoi de plus légitime ? Mais pas dans la France de Sarkozy. Ici et maintenant, l'autoritarisme et l'aveuglement l'emportent sur tout autre considération. Embourré dans ses dogmes, le Président de la République a perdu le sens des réalités et tout lien réel avec le pays profond. Pour faire respecter son ordre, il est prêt à tout. Même à favoriser toutes les violences, en jetant de l'huile sur le feu d'une situation déjà bouillante. Provocatrices, ses dernières déclarations témoignent de son obsession à casser le mouvement social. Une illusion bien trop grande pour ce petit président. Les prochaines journées en feront de nouvelles démonstrations.

CHRISTIAN DIGNE

## CGT Un niveau exceptionnel

"Cette réforme des retraites, les salariés n'en veulent pas. Avec 3,5 millions de manifestants dans 277 manifestations et une participation à la grève impliquant très largement différentes professions du privé comme du public, la mobilisation s'installe", explique la CGT dans un communiqué.

Avant le départ de la manifestation parisienne, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a déclaré à la presse que la mobilisation "reste d'un niveau exceptionnel, équivalent au 12 octobre". "C'est la sixième initiative nationale interprofessionnelle depuis début septembre : on n'a pas connu ça dans la vie sociale de notre pays depuis très longtemps", a-t-il ajouté.

Jugeant que "les salariés, les retraités, les jeunes de plus en plus nombreux dans les cortèges, confirment, encore et toujours, leur détermination à gagner une autre réforme des retraites", la CGT a prévenu que "le gouvernement et les organisations patronales ne peuvent y répondre par le mépris, la répression, et les atteintes au droit de grève, cela est dangereux".

La CGT, qui réaffirme que "le vote de la loi n'est pas d'actualité", appelle "les salariés à prolonger cette mobilisation sous toutes les formes sans attendre".



## Sénat. Le débat sur les retraites piétine

Le débat sur le projet de loi de réforme des retraites a continué hier de piétiner au Sénat. Le gouvernement ayant fermé la porte à toute nouvelle modification de la réforme, les sénateurs de gauche mettent désormais toutes leurs forces pour faire durer la discussion au-delà de jeudi, nouvelle date prévue par la majorité pour le vote du texte. Il restait encore près de 380 amendements à examiner mardi en fin de journée et à un rythme d'examen de moins de 10 par heure, la gauche devrait tenir son pari et repousser à vendredi voire plus ce vote, malgré des séances de nuit allongées au maximum et la fatigue physique des élus. Photo AFP

Observant qu'"un projet de loi et une loi ce n'est pas la même chose" et que "les façons de les contester ne peuvent pas être les mêmes", Alain Olive a estimé qu'"il faut continuer à ancrer dans l'opinion l'idée que cette loi même votée (...) est entachée d'une telle illégitimité que quelque part il faudra la revoir".

## CFDT Une réponse intersyndicale

La mobilisation de mardi contre la réforme des retraites a été "équivalente" au 12 octobre, avec près de 3,5 millions de manifestants, a estimé la CFDT. "Il y a moins de grévistes mais toujours autant de manifestants", a déclaré à la presse le numéro un de la CFDT François Chérèque avant le départ du cortège parisien, en lançant "un appel au calme" et "à ne pas céder aux provocations" émanant "de groupes de provocateurs ou de la police".

Interrogé sur la suite du mouvement, François Chérèque a répondu qu'"il y aura peut-être d'autres journées d'action, mais quand, je ne sais pas".

Assurant qu'"il y aura une réponse intersyndicale", il a souligné que "le vote vraisemblable au Sénat, l'arrivée des vacances de la Toussaint ne nous incitent pas à arrêter mais à trouver une autre réponse". "On trouvera une suite collective", a poursuivi le secrétaire général de la CFDT.

## Unsa Une telle illégitimité

Le président de l'Unsa, Alain Olive, a affirmé avant le départ de la manifestation n'avoir "a priori pas de solutions toutes faites" pour la suite, observant que "la situation évolue d'heure en heure, il y a la question des raffineries, le problème des jeunes".

## CFTC Vers une autre mobilisation

Pour le président de la CFTC, Jacques Voisin, une autre mobilisation "est envisageable" après le vote de la loi mais "il faut trouver les conditions d'une mobilisation maximum, donc ce serait sûrement après les vacances".

"Ce n'est pas parce que la loi sera votée qu'elle sera juste. C'est légitime de continuer à agir pour la faire bouger", a-t-il considéré, ajoutant qu'"il faut trouver un moyen de rouvrir la discussion avec le gouvernement" qui, "par sa quasi surdité, provoque cette situation".

## FO Encore des réserves

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, a appelé hier à "24 heures de grève publique, de manière coordonnée et unifiée" pour poursuivre la contestation contre le projet de réforme des retraites. "Une 6ème journée avec des mobilisations à un très

haut niveau, c'est inédit", a-t-il ajouté. Le leader de FO a ajouté que même après le vote du Sénat, les syndicats avaient "encore des réserves".

## FSU Un nouveau rendez-vous le plus vite possible

La FSU « appelle à élargir et généraliser encore ce mouvement dans les jours qui viennent. Elle continue pour cela à réunir les personnels afin de débattre avec eux des suites à donner en proposant la reconduction de la grève et toutes autres formes d'action qui permettent l'extension du mouvement dans l'unité la plus large ».

Elle condamne « l'intervention des forces de police contre des manifestants ou des grévistes, de surcroît particulièrement violente à l'égard des jeunes ces derniers jours ». La FSU demande « au gouvernement de retirer son projet, aux sénateurs de ne pas adopter cette réforme injuste et d'entendre nos propositions ».

« De nouveaux passages en force n'arrêteront pas ce mouvement profond, ni même le vote de la loi s'il devait avoir lieu, poursuit le principal syndicat de la Fonction publique. Ensemble, salariés du public et du privé, jeunes, chômeurs et retraités sont déterminés à ne pas laisser passer cette réforme. Pour la FSU la mobilisation doit se poursuivre et un nouveau rendez-vous national est nécessaire le plus rapidement possible. »

## Solidaires Pour la grève reconductible

Pour l'Union syndicale Solidaires, « la grève reconductible doit s'étendre à tous les secteurs. Partout des assemblées générales doivent avoir lieu pour discuter et décider de la reconduction. La grève doit devenir massive et généralisée ». Solidaires considère qu'il "est de la responsabilité de l'intersyndicale de donner, lors de sa prochaine réunion jeudi, des perspectives d'élargissement à ce mouvement de fond ».

## UNL/Fidl Actions jeudi

L'UNL et la Fidl, les deux principales organisations lycéennes, appellent les lycéens à une nouvelle journée nationale d'actions jeudi, pour "amplifier la mobilisation" contre la réforme des retraites "de manière pacifique". L'UNL et l'Unef, première organisation étudiante, appellent par ailleurs à un rassemblement ce mercredi devant le Sénat, à Paris.

## PS Tout remettre sur la table

Lors de la manifestation, la Première secrétaire, Martine Aubry s'est adressé à Nicolas Sarkozy : "Monsieur le président, maintenant il faut tout reprendre et tout remettre sur la table !... Il suffit d'un mot, d'un acte pour que le

mouvement s'arrête". "Si nous arrivons en 2012 au pouvoir, bien sûr nous discuterons avec les organisations syndicales sur la base de notre projet parce que nous savons qu'il faut toujours discuter avec les organisations syndicales".

## Verts Ras-le-bol général

Pour Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts : "On a atteint un niveau de ras-le-bol général par rapport à l'injustice du gouvernement. Les retraites sont la goutte d'eau qui a fait déborder la piscine".

"Ce parcours avec beaucoup de lycéens et de CRS, avec une fin sur l'esplanade des Invalides, rappelle des mauvais souvenirs, comme pendant le CPE où on avait délibérément organisé une nasse avec beaucoup de violences, poursuit-elle. On est dans une attitude qui ne va pas vers l'apaisement", "ça participe d'une stratégie de tension".

## PCF Sortir de l'immobilisme

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF a souligné : "Plus on nous explique que ça s'esoufle, plus le mouvement s'amplifie". "Le gouvernement prendra la responsabilité du blocage s'il maintient son intransigeance actuelle", "il doit sortir de son immobilisme".

Pierre Laurent propose à François Fillon un "grand débat public" sur les retraites, "propositions contre propositions".

## Parti de gauche Rébellion ouverte

Pour Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche : "Nicolas Sarkozy est seul face au peuple français en rébellion ouverte", il "fait tout pour qu'on ne puisse pas débattre". "On voit bien qu'on nous pousse à l'incident, ça les arrangerait bien" mais "c'est pas une bonne manière de chercher l'incident, ça crée une ambiance irrespirable".

## NPA Des actions plus radicales

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA a déclaré : "Face à la radicalisation du gouvernement, il faut assumer des actions plus radicales, comme les blocages qui sont en train de se généraliser". "Il s'agit de prolonger les grèves, les blocages, les manifestations jusqu'à la victoire". "On appelle au calme les forces de l'ordre" qui ne devraient "pas être présentes devant les lycées le matin" pour provoquer les jeunes.

## Retraites

**Ambiance.** La 6<sup>e</sup> manifestation depuis la rentrée contre le projet de loi sur les retraites a réuni 60 000 personnes à Montpellier. Lycéens et étudiants sont toujours plus nombreux à rejoindre les rangs.

# « Jusqu'à la victoire ! »

« Enorme », « hallucinante », « inégalée ». Dans les rangs du défilé hier à Montpellier, les manifestants ne trouvaient pas les mots pour qualifier une mobilisation sans précédent. Pas besoin d'attendre les chiffres (60 000 selon les syndicats) pour s'en rendre compte : à 17h, alors que les premiers cégétistes descendaient du pont de Sète, la fin de leur cortège n'avait pas encore entamé la remontée de la rue du comté de Melgueil au niveau de l'hôtel de police. Avant eux, la masse de lycéens et d'étudiants était presque aussi longue. Derrière, FO, CFDT, Unsa, Solidaires, CFE-CGC, CNT, partis politiques de gauche prolongeaient encore longtemps la manif. Vu d'avion, le cortège devait serpenter sans interruption des rives du Lez à la Comédie.

Déjà important, le défilé a pris toute son ampleur à hauteur du lycée Mermoz où les profs (Snes-FSU) s'étaient donné rendez-vous avant de rejoindre les rangs. Faisant face au cortège qui déboulait, un millier d'étudiants venus de la fac Paul Valéry ont alors convergé à leur tour.

### « On n'est pas fatigués »

Emmenée par les jeunes surmotivés, protégée par le service d'ordre syndical qui a enrayé des débordements extérieurs à plusieurs reprises, la manif a alors fait grand vacarme. « On est de plus en plus nombreux, on redescend régulièrement dans la rue, le gouvernement a beau dire que le mouvement s'esouffle et faire mine qu'il ne nous voie pas, on va lui faire entendre notre colère », s'exclame Lydie, un mégaphone à la main. Sifflets, vuvuzelas, sirènes, klaxons, simple casserole, bidons de fer, tambours, instruments de musique divers, tout est bon pour

faire le plus de boucan possible. « Y'a du bruit à Montpellier, c'est le bordel organisé », chante une salariée de Sanofi sur l'air de Darladilada.

L'énergie des lycéens s'est propagée à tout le cortège, qui ne compte pas s'arrêter là. « Jusqu'à la victoire ! », proclame une pancarte, « Grévistes courage, ensemble tout est possible », porte une fillette. La lassitude ne se lit pas sur les visages en cette sixième journée de manifestation depuis la rentrée. Au contraire, de nouveaux slogans fleurissent au détour des panneaux. « Plus d'essence, la vie prend du sens », « Notre futur vous en fêtes de la confiture », « Re-traité, on n'est pas des vaches », « Pour une retraite ANTHUME ! »...

« On n'est pas fatigués, on se battra jusqu'au retrait, même si la loi est votée, annonce Romain, déguisé en Robin des Bois. Aller chercher le financement de la retraite dans les revenus du capital, ce n'est pas voler aux riches pour distribuer aux pauvres, c'est une juste répartition des richesses. » Côté personnalités, Eric Woerth a quasiment disparu des pancartes. C'est Nicolas Sarkozy qui rallie désormais tout le monde contre lui. « Sarkophage, tu te nourris de notre travail, tu dévores nos retraites, tu es un parasite : dehors ! », lit-on sur une pancarte ; « Darkozi, le côté obscur de la force », hurle sur l'air de La Guerre des étoiles un rappeur tanqué sur le camion de Solidaires ; « Le père Nico est une ordure », lance un manifestant sous une figurine de Père Noël. Autour de lui, tous espèrent que le retrait de son cadeau empoisonné soit déposé au pied de la cheminée avant le 24 décembre.

MARINE DESSEIGNE



Aux côtés des jeunes, les salariés du privés étaient très nombreux dans le cortège hier.

## Le mouvement social n'a pas envie de prendre de vacances

### Analyses

■ C'est peut-être la seule mauvaise nouvelle de cette 6<sup>e</sup> journée de mobilisation depuis la rentrée. Tandis que le mouvement social n'a jamais été aussi puissant, les vacances pointent le bout de leur nez. Dès vendredi, les lycéens qui n'en finissent plus de décupler leurs forces, n'auront plus besoin de bloquer leurs établissements... vides. « Les vacances tombent mal », convient la jeune Anne Pernet. « Mais elles peuvent nous aider à repartir dès le 3 novembre sur des bases plus saines », envisage la numéro 2 de l'UNL. Hier en tête de cortège - tout un symbole - les quelque 7 000 lycéens encadrés par l'intersyndicale, n'ont cessé de

donner de la voix. Et de montrer la voie à leurs ainés. Au premier rang desquels les étudiants. Timides jusqu'ici, ils se sont - enfin - réveillés. Ceux de Paul Valéry ont bloqué la fac avant de venir, avec ceux de sciences, grossir les rangs à près de 2 000. Sauront-ils reprendre le flambeau lycéen le temps de cette mini-trêve ? Les prochains jours le diront vite. Car le mouvement social est à la croisée des chemins. Lui qui n'a jamais compté autant de secteurs (public ou privé) dans l'action, lui qui, malgré le poids du sacrifice financier, affiche des taux de grève à la hausse (53,9% dans la région à la SNCF), va devoir résoudre une équation à multiples inconnues. Face à un gouvernement qui joue le

pourrissement, sous quelle forme faut-il amplifier la lutte sans tomber dans la monotonie ? Dans ce défi décisif, la responsabilité des syndicats est grande. Ils vont devoir veiller à consolider l'unité qui fait leur force et à fondre leur crédibilité aux yeux de l'opinion publique, face aux premières fissures que le gouvernement ne manquera pas de creuser. Pour l'heure, seul le minoritaire syndicat des cadres appelle à lever le pied. « On ne veut pas bloquer le pays », oppose Christophe Ravache (CFE-CGC). D'un côté la CFDT rassure. Elle qui s'était désolidarisée en 2003, martèle qu'il faut « continuer le combat d'une façon ou d'une autre ». Car la différence, justifie Jacques

Artières, c'est que « cette fois on n'a rien obtenu ». De l'autre, FO qui prône toujours la « grève générale illimitée », titille la stratégie de la CGT. « Si on ne demande pas le retrait du texte, on va dans le mur », presse Alain Cwick. « Rejeter la réforme ne suffit pas », rappelle Bruno Gagne. Pour le cégétiste, si blocage il doit y avoir, ce sont les salariés qui le décideront. Sera-t-il inéluctable ? « N'importe comment si le mouvement dure, il sera efficace. Aucun gouvernement ne pourra tenir ». Une façon de rappeler qu'au-delà des stratégies d'appareils, la rue est suffisamment puissante pour tenir son destin en mains. A condition de ne pas prendre de vacances.

REMY COUGNENC

### Secondaire : 50,3% en grève

47,7% en collège, 52,7% en lycée, 50,3% globalement, malgré une diminution de 2,9% du taux de grévistes dans le secondaire, la mobilisation ne faiblit pas à l'occasion de la 5<sup>e</sup> journée d'action. Les débrayages tournants depuis le 12, touchent 60 établissements de l'académie.

### Peugeot : plus que jamais

Selon Pascal Chupin, délégué européen CGT chez Peugeot « en dehors d'une vingtaine de vendeurs, tous les ouvriers de Peugeot Montpellier sur 110 sont en grève. A chaque fois on est plus nombreux dans la grève et la manifestation. »

### Cheminots 20% de plus qu'hier

Les cheminots sont en grève depuis le 12 octobre. Hier ils étaient entre 55 et 57% dans le mouvement soit 20% de plus qu'hier. « L'élargissement du mouvement donne du peps pour tenir », assure Nordine Ameur (CGT).

### Paritarisme rompu

Dans le cadre de la réforme des retraites et des 17 000 postes supplémentaires qui vont être supprimés dans l'Education nationale, les organisations représentatives du personnel FSU et Unsa ont décidé de ne pas participer au comité technique paritaire académique qui avait lieu hier. Même chose pour la CGT au CHSCT du CHU de Montpellier.

### La sénatrice UMP interpellée

Aujourd'hui à 10h30, des syndicalistes de toutes les organisations ont rendez-vous au Leclerc de Saint-Aunès pour interroger la sénatrice maire UMP de la ville Marie-Thérèse Bruguière à propos de son vote sur la loi.

## Retraites



A.M.  
Des cheminots mais aussi des agents hospitaliers ou de Pôle emploi ont passé la matinée sur les voies de la ligne 2 derrière la direction régionale SNCF.

**Action.** Cheminots et interpro ont bloqué la direction régionale de la SNCF et la ligne 2 du tram hier matin.

## Blocage bon enfant mais résolu sur la voie

A 6h45, ils ont déposé quelques traverses de chemin de fer sur les voies du tram face à la poste Rondelet à Montpellier. Juste devant l'entrée des véhicules de la direction régionale de la SNCF. Cheminots, mais aussi hospitaliers, agents de Pôle emploi, territoriaux... affirment dans la bonne humeur de ce petit matin froid, une détermination intacte. « On n'est pas fatigués », clament-ils à l'heure de la photo.

Les rames du tram restent en carafe. Le directeur régional de la SNCF apparaît suivi d'un huissier. « Nous venons vous demander de libérer l'accès ». L'homme de loi relève les noms que lui dicte le directeur. « Nous constatons le délit d'entrave »,

poursuit Jean Ghedira. « On n'empêche pas les gens de rentrer... à pied », rétorque Laurent Martin. L'atmosphère est bon enfant. A la demande du directeur, le cheminot ironise : « On vous a entendus, on va faire comme Sarko : prendre le temps de la pédagogie ». On en restera là. Les CRS ne seront pas appelés en renfort. Jusqu'à midi, les cégétistes resteront en place. Avec assurance, comme les cheminots à leur huitième jour de grève.

### Sébastien se syndicalise pendant la grève

Sébastien, 24 ans, est de ceux-là. Aiguilleur à la SNCF depuis quatre ans, il a pris sa carte de la CGT pendant le

conflit. « On est solidaires et pas prêts à lâcher », confie celui qui pense à lui mais aussi à ses enfants et petits-enfants et qui ne comprend pas que « les organisations syndicales ne soient pas convoquées à l'Elysée ou Matignon ». Bruno Gagne, secrétaire de l'UL CGT, prend la mesure de la mobilisation, mais affirme cette préoccupation : « On sent un très gros soutien de la population mais il faut qu'on réfléchisse encore sur des formes d'action adaptées aux très petites entreprises, pour gagner ». Et malgré le climat de guerre civile qu'entretiennent avec acharnement certains médias, sur les rames du tram, c'est toujours l'unité et la force du mouvement qui est d'actualité.

ANNE MENRAS

**Jeunes.** Selon les syndicats, lycéens et étudiants étaient 9 000 hier dans la manif, bien décidés à ne rien lâcher.

## Ils font exploser le compteur

« Notre futur, vous en faites de la confiture ! » Remontés comme des coucous, les jeunes, étudiants et lycéens, ont fait exploser les compteurs à la manif d'hier. Bien plus nombreux que samedi dernier, ils étaient, selon l'UNL, 9 000 dont quelque 6 000 lycéens.

De quoi frapper un grand coup avant la semaine de vacances de la Toussaint qui démarre vendredi soir et sur laquelle le gouvernement doit compter pour souffler. Qu'il ne se réjouisse pas trop vite : « Je pense que si l'intersyndicale appelle à des manifestations pendant les vacances, les lycéens se déplaceront. Ils sont vraiment déterminés et il est très probable que le mouvement reprenne après cette pause », estime Anne Pernet, lycéenne à Clemenceau et représentante nationale de l'UNL.

D'autant que les étudiants, qui ont pris le temps de faire leur ren-



REDOUANE ANFOUSSI  
Une action commune lycéens-étudiants est prévue demain.

trée avant de se lancer dans le mouvement, ont cette fois emboîté le pas de leurs cadets. Hier matin, la fac de lettres était bloquée, blocage reconduit aujourd'hui. Les AG vont bon train, à Montpellier 2 (aujourd'hui) comme à

Montpellier 3 (demain).

Une action commune entre étudiants et lycéens est également prévue demain, sous forme d'une manif commune avec pique-nique sur la Comédie.

A.G

**Nicollin.** Les métiers des déchets sont particulièrement pénibles.

## « Chez nous, c'est plus fort qu'en 2003 »

Les ouvriers de la SMN (Nicollin) ont été de toutes les manifs contre la réforme. Ceux de Lunel et de la Grande-Motte étaient déjà en grève lundi, ceux de Montpellier ont donné un grand coup de bâton hier : 80% au nettoyage, 60 à 70% à la collecte, 80% aux déchets industriels. Difficile de faire mieux en pourcentage de grévistes. « Chez nous c'est plus fort qu'en 2003 », résume Guy Martre (CGT) ravi de cette AG qui s'est tenue le matin même sur le site de la Castelle. « Il ne manquait personne ». Et pour cause. « Dans le projet, ne sera reconnue qu'une invalidité de 10% pour partir à 60 ans. C'est une mesure injuste et discriminatoire. Il faudrait qu'on soit malade pour partir ». Or le boulot est dur chez Nicollin. Dur physiquement et stressant psychologiquement. Jean-Michel se lève à 4 heures tous les matins pour collecter les déchets industriels. « On est dans les déchets toute l'année. C'est un travail de force par tous les temps. »

Manu est chauffeur de benne. Lui, c'est le soir à 19h30 qu'il commence. Et qu'il descend et remonte de son camion 30 à 40 fois par soirée. Sans parler de ses collègues à l'arrière « qui soulèvent les caissons ou ramassent les sacs par terre. Qui se font insulter par les automobilistes impatients ». Un rythme difficile à tenir aussi : 10 jours de travail, un de repos, puis quatre jours de repos. « Et plus de vie de famille », à travailler quand les autres sortent de l'école ou du boulot.

« Les gars souffrent de troubles musculo-squelettiques, mais ce n'est pas reconnu comme invalidité, insiste Guy Martre scandalisé depuis qu'il sait qu'en 1960, il y avait 900 milliards de PIB, en 2010, 2000 milliards et que la part des retraites n'a pas bougé. Et avec la retraite en 2050, il serait de 3000 milliards et la part des retraites pas plus importante. » Pour lui et ses camarades, ce n'est tout simplement pas imaginable.

A.M.



Les « Nicollin » sont de plus en plus nombreux en grève et dans les manifs.

**CHU.** Les syndicats ont pris la température grâce à un questionnaire.

## Le pouls s'accélère à l'hôpital

C'est une double première au CHU. D'abord que la chose se soit faite de manière intersyndicale, ensuite qu'elle se soit faite. « Il est difficile de savoir ce que pensent réellement les agents, explique Annie-Claude Ottan (CGT). On a donc décidé de distribuer pendant 24 heures un questionnaire dans les services ». 736 agents ont retourné leur bulletin de vote (secret). 44 se sont dit opposés au mouvement contre la réforme des retraites, 2 ne se sont pas prononcés, les autres sont favorables au mouvement.

Sur ce nombre, 640 se sont déclarés favorables à une grève reconductible et sur les 640, 200 pour des grèves d'une journée entière et 440 pour un débrayage d'une

heure par jour, le temps d'une assemblée générale.

Et depuis mercredi, tous les jours se tient une AG au rond point de Lapeyronie. « Il n'est pas exclu qu'on revote », indiquent les syndicalistes particulièrement contents que le Sénat ait voté la nuit précédente un amendement qui reconnaît la pénibilité du métier d'infirmière sans leur ajouter des années de travail. « Les sénateurs UMP n'étaient pas assez nombreux », commente Annie-Claude Ottan, qui n'est évidemment pas naïve. « Ca va revenir en commission nationale paritaire, mais c'est le moment pour les soignants de mettre la pression sur les parlementaires ».

A.M.

## Retraites

**Journées d'actions.** Deux nouveaux rendez-vous pour le mouvement social : les mardi 28 octobre et samedi 6 novembre pour « continuer et élargir la mobilisation ».

# L'INTERSYNDICALE PERSISTE ET SIGNE

**►** L'intersyndicale a décidé hier de poursuivre l'élan des mobilisations massives contre la réforme des retraites, en décidant deux nouvelles journées d'action le jeudi 28 octobre et le samedi 6 novembre.

A quelques jours du vote définitif de la loi, les syndicats font le pari de « continuer et d'élargir la mobilisation », selon une déclaration commune publiée au terme d'une réunion de deux heures et demi au siège de la CFDT à Paris.

Le choix des dates ne doit rien au hasard : le 28 octobre correspond au moment de l'adoption définitive par le parlement, et le 6 novembre, qui doit permettre d'obtenir le soutien de ceux qui ne peuvent faire grève en semaine, tombera quelques jours avant la promulgation de la loi par le président Nicolas Sarkozy.

Les organisations syndicales « appellent leurs organisations à poursuivre leurs mobilisations afin de rassembler le plus grand nombre et d'amplifier le soutien de l'opinion publique. Elles appellent leurs organisations dans les territoires, les entreprises, les administrations à poursuivre les initiatives unitaires ».

### Ne pas promulguer le texte

« Que que soit le vote du Sénat, nous demandons au chef de l'Etat de ne pas promulguer ce texte », a lancé Nadine Prigent (CGT). Les centrales syndicales ont également appelé « solennellement le gouvernement

ment et les parlementaires à ne pas adopter cette réforme en l'état ».

L'intersyndicale est ainsi parvenue à maintenir son unité, obtenant même le « retour au berçail » de l'organisation la plus modérée, la CFE-CGC. « L'intersyndicale ne se fissure pas », a pu asséner Jean Grosset (Unsa, autonome).

Pour la FSU, Bernadette Groison a affirmé que le mouvement « continue de se développer », notamment avec « l'arrivée des jeunes ».

Comme d'habitude, FO n'a pas signé le texte commun, n'ayant pu obtenir que soit décidée une grève interprofessionnelle de 24 heures pour « rassembler les mouvements épars » qui se produisent un peu partout sur le terrain.

Solidaires (syndicats Sud et autres) a regretté que la date du 28 octobre soit trop éloignée, alors qu'« il ne faut pas laisser trop de temps entre les rendez-vous nationaux et les actions sur le terrain ».

FO et Solidaires seront néanmoins présentes dans la rue aux deux nouveaux rendez-vous, selon leurs représentants.

La multiplication de blocages a fait débat. La déclaration commune affirme que les organisations syndicales « veilleront au respect des biens et des personnes ». « Nous revendiquons des actions non violentes », a insisté Joseph Thouvenel (CFTC).

L'intersyndicale s'est donné rendez-vous le 4 novembre pour faire le point du mouvement de luttes.



Le mouvement social déterminé à ne rien lâcher.

## Le soutien de l'opinion publique ne faiblit pas

Plus de deux Français sur trois continuent de soutenir la mobilisation contre la réforme des retraites, malgré la pénurie de carburant, selon un sondage BVA.

Quelque 69% des personnes interrogées approuvent « les grèves et les manifestations » contre le projet de loi, 29% étant d'un avis contraire (2% sans opinion), selon le sondage.

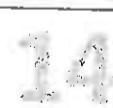
Le soutien au mouvement est quasiment unanime chez les sympathisants de gauche (92%) mais il réunit aussi un tiers (32%) de ceux de droite.

En dépit de l'approche des départs de vacances de la Toussaint, quelque 52% approuvent les grèves dans les transports en commun, contre 45% (3% sans opinion).

### Repères



► **J.-L. Mélenchon :** Le Front de gauche « va ramasser des sous pour aider les gens en grève à tenir bon », car « on ne se rend pas compte à quel point ça coûte aux gens ces jours de grève ».



universités et établissements universitaires étaient bloqués hier selon l'Unef : Paris 1-Tolbiac, Paris 4-Clignancourt, Poitiers, Nantes, Pau, Le Havre, Le Mans, Amiens, La Rochelle, Lille 3, Clermont 2, Limoges ainsi que l'Institut d'études politiques de Rennes et l'Institut universitaire technologique de Perpignan.

### Puisque le ministre le dit...

Le secrétaire d'Etat au Logement, Benoist Apparu, a reconnu hier que le relèvement à 62 ans de l'âge légal était « une forme de régression sociale », tout en la jugeant « nécessaire ».

« Quand vous dites : « Vous allez cesser de travailler non pas à 60 ans mais à 62 ans », c'est un recul par rapport à un acquis social ».

### Les journalistes de TF1 en colère

La Société des journalistes de TF1 a écrit à Brice Hortefeux pour dénoncer des actes de violence policière commis à l'encontre d'un preneur de son couvrant les manifs du 12 octobre contre la réforme des retraites. « Plusieurs de nos collègues ont vécu des expériences similaires cette année (...). Ces incidents nous indignent et nous inquiètent ».

## Les aveux

### Catégorie

En contrignant le Sénat à mettre un terme à ses débats, Nicolas Sarkozy poursuit sa descente vers les caniveaux des pratiques politiciennes. Dans cette zone grise où la France, terre de Libertés et de Démocratie, pourrait perdre son âme. Agissant ainsi, il met en péril la cohérence sociale mais aussi nationale du pays. Président de tout les Français selon la Constitution, il se transforme en chefaillon d'une maigre coterie arc-boutée sur ses priviléges. Mais en bafouant aussi ouvertement l'esprit des lois et les vertus républicaines, il commet un double aveu. Aveu de faiblesse. Celle d'une politique injuste et inefficace que lui et ses ministres sont inaptes à défendre dans le libre débat et la confrontation démocratique. D'où ce refus d'une négociation avec les syndicats et d'une discussion totale au Parlement. Aveu de peur aussi. En d'autres époques, on aurait dit avec raison une peur de classe, de possédant, de puissant. Cette droite, si charnellement réactionnaire, craint plus que tout ces millions de citoyens qui ont redressé la tête et refusé la karchérisation du modèle social. Elle redoute ce mouvement social uni, inventif, déterminé, conscient de sa force et de la légitimité de ses convictions. Elle s'affraine d'un peuple qui ose se rebeller face à cet ordre économique et social destructeur. Et elle n'a pas fini de trembler. En appelant à deux nouvelles journées d'actions les 28 octobre et 6 novembre, l'intersyndicale lui a signifié que rien n'était joué. Le combat continue.

CHRISTIAN DIGNE



Avec une très large majorité de rassemblements dignes et calmes au travers de l'ensemble du territoire, les jeunes et leurs organisations lycéennes ou étudiantes ont répondu à l'entêtement de l'exécutif et à leurs tentatives de stigmatisation de cette mobilisation citoyenne.

# Vacances revendicatives pour les jeunes

Lycéens et étudiants ont maintenu hier, un peu partout en France et avec quelques disparités selon les villes et localités, la pression jeudi en manifestant contre la réforme des retraites, examinée au Sénat où le gouvernement tente d'accélérer les débats.

A l'appel des syndicats lycéens et étudiants UNL, Fidl et UNEF, des dizaines de milliers de jeunes sont descendus dans la rue, notamment dans les plus grandes villes comme Paris, Marseille, Montpellier, Bordeaux, Toulouse, Lille ou Lyon..

Ils étaient ainsi environ 15.000 dans la capitale, 10.000 à Bordeaux (étudiant et lycéens), 2000 à Clermont-Ferrand, 1.100 à Rennes, plus de 2.000 à Lille, 850 à Douai, 1.600 dans plusieurs villes des Alpes-Maritimes, dont 900 à Nice, a indiqué la préfecture.

Les jeunes étaient encore plusieurs centaines à défiler à Nantes, à Evry, à Brest, à Marseille (500), à Armentières, Dunkerque, Aix-en-Provence (4 à 500) Mau-beuge, Cambrai, Toulon, Poitiers, Arras, Agen, Marmande, Roanne...

En outre, l'UNL et la FIDL recensaient quelques 1.300 lycées concernés par de forts mouvements de contestation, dont 700 à 900 totalement bloqués sur l'ensemble du territoire.

De même, entre 7 et 14 universités ou établissements de l'enseignement supérieur étaient perturbés, selon les sources, sur un total de 83 universités,

et quatre à cinq établissements fermés administrativement. Quelques incidents ont émaillé dans le centre de Lyon un début de rassemblement de militants CGT et de lycéens, qui ont été dispersés par les forces de l'ordre. A Nanterre, théâtres d'incidents depuis lundi en raison de la présence de casseurs et

coeur d'actions de salariés, l'information de la journée de ce jeudi sera venue de la volonté des organisations lycéennes et étudiantes de prolonger leur mobilisation. Et ce malgré les vacances qui arrivent ce soir.

## L'espoir déçu de Nicolas Sarkozy de voir les jeunes s'essouffler

Ainsi, les lycéens de l'UNL et de la Fidl et les étudiants de l'UNEF ont appelé hier soir à se mobiliser lors des deux nouvelles journées d'action prévues contre la réforme des retraites, le jeudi 28 octobre et le samedi 6 novembre, ont-ils affirmé. Il s'agit des deux journées d'action auxquelles a appelé l'intersyndicale des salariés, réunie au siège de la CFDT pour décider de la suite du mouvement.

« L'UNL appelle à la mobilisation le 28 octobre et le 6 novembre », a ainsi annoncé la première organisation lycéenne. Interrogées, la Fidl (deuxième organisation) et l'UNEF (première organisation étudiante) ont affirmé qu'elles appelaient également à ces deux journées.

L'UNEF, qui a qualifié de « réussite » la première journée nationale de mobilisation des jeunes a indiqué que « neuf universités seront bloquées totalement ou partiellement » ce vendredi matin suite à une décision des étudiants réunis en assemblée générale (Paris 1-Tolbiac, Poitiers, Nantes, Limoges site de lettres, Pau, Le Mans, Amiens site de lettres, La

Rochelle, Clermont 2) et « six universités sont fermées administrativement sur décision du président d'université » (Rennes 2, Lyon 2, Montpellier 3, Saint-Etienne, et Le Havre).

Le syndicat étudiant relève néanmoins que « malgré l'incontestable réussite des journées de mobilisation, le gouvernement continue d'afficher sa fermeté et refuse de répondre à la mobilisation. Par son attitude, il porte l'entièvre responsabilité de la poursuite de la mobilisation ».

Dès lors, l'UNEF appelle les étudiants à « amplifier leur mobilisation pour faire entendre leur voix sur un sujet qui les concerne directement en se réunissant en assemblée générale et en participant aux différentes dates de mobilisation ».

L'UNL s'est par ailleurs félicité de la journée d'action d'hier. « Alors que les vacances scolaires arrivent, le gouvernement espère l'arrêt du mouvement lycéen. L'UNL prévient le gouvernement : les lycéens sont déterminés dans cette bataille. Ce n'est ni la répression administrative ni la répression policière qui arrêtera cette mobilisation majoritaire », a déclaré cette organisation lycéenne dans un communiqué.

La Fidl prévoit pour sa part « des actions coup de poing pendant les vacances de la Toussaint », a-t-elle affirmé.

Une information qui vaut avertissement à Matignon et à l'Elysée qui espéraient que la détermination des jeunes s'envolerait avec la fin des cours.

**Après la mobilisation hier autour d'une journée nationale à l'appel de l'UNEF, de l'UNL et de la Fidl, la jeunesse prépare deux nouveaux rendez-vous pour s'occuper de l'avenir de la retraite.**

## Décryptage

Pierre Bastien

perturbateurs extérieurs au mouvement lycéen, la journée a été calme. À gauche, on s'interroge d'ailleurs sur l'origine de ces casseurs qui semblent parfois bénéficier d'une grande latitude de la part des forces policières.

Mais outre la forte mobilisation spécifique de la jeunesse hier, parfois aux

## EN BREF

## Tension



## Cinq personnes arrêtées et libérées

Cinq personnes qui participaient à une action devant l'antenne du Pôle emploi de l'avenue de Toulouse ont été interpellées, hier matin. Il semble qu'elles avaient l'intention d'installer quelques conteneurs à poubelle au moment où elles ont été arrêtées par les policiers de la Bac. Les cinq personnes, dont une mineure, ont été conduites au commissariat où, finalement, aucune charge n'a été retenue contre elles. Elles ont ainsi été libérées en fin de journée. Seule l'une d'elles, qui a refusé de se soumettre à un test de prélèvement salivaire et porteuse d'un petit couteau, sera poursuivie. En milieu d'après-midi, une centaine de manifestants s'était rendue devant le commissariat pour demander leur libération.

## Mais deux lycéens seront jugés

Deux lycéens du Mas-de-Tesse seront, en revanche, jugés aujourd'hui selon la procédure de la comparution immédiate. Les deux jeunes, âgés de 18 ans, ont été interpellés en compagnie de deux mineurs, hier matin, devant leur établissement après que des policiers ont été caillassés.

Poursuite  
D'autres actions prévues ce matin

Avant la manifestation qui aura lieu jeudi prochain, d'autres actions auront lieu, dès ce matin, notamment du côté de l'aéroport. Des barrages filtrants et des actions de lycéens sont une nouvelle fois envisageables même si, en la matière, l'improvisation est la règle.

## MONTPELLIER

## Social Les lycéens ne veulent pas « lâcher l'affaire »

## MANIF

→ Environ 1 500 jeunes, lycéens et étudiants, ont défilé dans le calme

Ils se disent « pas fatigués ». Et pourtant la journée a été longue, hier, pour plusieurs centaines de lycéens toujours mobilisés contre la réforme des retraites et désireux d'occuper la rue à la suite des salariés.

Hier, en début d'après-midi, ils étaient environ 1500 à défilé des rives du Lez jusqu'à la préfecture, où une délégation a même été reçue par le préfet Claude Baland, qui a tenté de leur démontrer la pertinence de la future loi. Cette marche au parcours improvisé à travers Antigone s'est déroulée sous l'œil très attentif de plusieurs dizaines de policiers en civil, soucieux de dissuader le moindre débordement. « On nous a dit qu'au moindre jet de projectile ils interviendraient » regrettait l'un des adultes volontaires pour « encadrer » ce cortège enthousiaste et fougueux, très spontané aussi.

Par rapport à la manifestation de mardi, fortement marquée de la présence jeune, cette nouvelle mobilisation ly-



L'ensemble des manifs d'hier, sur le pavé montpelliérain, s'est déroulée sans le moindre incident sérieux. J.-M. M.

céenne est cependant apparue en léger recul. Beaucoup plus tôt dans la matinée, les barrages filtrants effectués notamment à Joffre ou à Clemenceau étaient ainsi plus réduits tenus par quelques dizaines de jeunes à chaque fois alors qu'une majorité se rendait en cours. Hier, le cortège montpelliérain pouvait, en outre, compter sur le renfort d'une centaine d'élèves du lycée Jean-Moulin de Béziers arrivée en bus en fin de matinée. Quelques étudiants ont éga-

lement rejoint le cortège en cours de route, après être partis de l'université Montpellier II, où s'était tenue une assemblée générale en fin de matinée. Contrairement à la crainte des policiers, l'ensemble de ces mouvements sur le pavé montpelliérain s'est déroulée sans le moindre incident sérieux.

Et sans entamer la détermination des plus jeunes, en dépit des vacances de Toussaint. « On va continuer à se tenir au courant et on participe aux manifestations prévues la semaine prochaine » assurait une lycéenne de Joffre. ●

Guy TRUBUIL

## Démagogie

Dans un communiqué, la branche jeune de l'UMP, les Jeunes populaires, s'est élevée contre les blocages des facs et la façon dont ils sont décidés en AG, « pseudos arènes démocratiques ».

## Intersyndicale Pas de démobilisation en vue

Fin de journée toujours unitaire, hier soir, devant les grilles de la préfecture. Comme pour ponctuer une journée de plus grande mobilisation. Au micro, Bruno Gagné, pour le compte de la CGT : « Il nous faut poursuivre la multiplication des rencontres, des débats avec les salariés, continuer à définir avec eux les formes de lutte les mieux adaptées à la situation. » Et chacun des autres intervenants, comme Alain Cwick, le secrétaire départemental FO, d'en appeler jusqu'à la grève générale « illimitée ». Bref, pas question de faire relâche

alors que se profile la période des vacances de début novembre.

En attendant les nouvelles grandes journées nationales d'action, c'est au quotidien, dans les entreprises, les administrations, au coup par coup, que devrait se poursuivre le mouvement d'opposition. Avec cet appel lancé en direction des lycéens et étudiants. Notamment par la FSU : « La jeunesse, c'est l'avenir. Nous allons profiter de ces quelques jours de vacances pour discuter avec eux. Nous serons chaque jour sur le pavé. » ●

M. M.



Hier soir, devant les grilles de la préfecture. Jean-Michel MART